

la définition politique que bien entendu le pouvoir réel, restaient aux mains des militaires, les masses populaires étaient divisées par l'opportunisme des révisionnistes et des aventuriers trotskistes et autres groupes qui empêchèrent la formation d'un Front Unique Anti-impérialiste qui aurait donné aux masses, une seule direction en fonction de la prise du pouvoir, dirigé par la classe ouvrière et utilisant les méthodes révolutionnaires qui lui sont propres.

Cette situation s'est particulièrement fait sentir à l'Assemblée du Peuple où les trotskistes et révisionnistes parlaient de "pouvoir populaire" et combattaient cyniquement les positions que demandaient l'unité et la préparation du peuple en vue d'affronter la réaction. Pendant que les opportunistes proclamaient le "pouvoir populaire" entre les 4 piliers du Palais Législatif, la C.I.A. et la réaction intérieure groupaient leurs forces et se lançaient ouvertement dans la conspiration, sous la direction de Banzer, à cette époque, colonel de filiation phalangiste.

Torres fut incapable de prendre des mesures contre ses "collègues" conspirateurs, parce qu'avant tout, ce qui l'intéressait c'était l'"unité" des forces armées et il avait confiance dans la "loyauté" de ses camarades, maintenant une position indéfinie. En plus, il concentrait son attention à réprimer la gauche et particulièrement notre Parti, avant la droite. Jusqu'à la fin, il se refusa à donner des armes au peuple pour affronter le coup d'état.

Le grand directeur de la conspiration fut la C.I.A. et la dictature Brésilienne y joua aussi un rôle important, remplissant "ses responsabilités réparties" avec l'impérialisme américain et compta aussi sur l'appui ouvert des dictatures militaires argentine et paraguayenne.

Le triomphe du "coup militaire" d'août 1971, installa la dictature fasciste du "Front Populaire Nationaliste" constitué par les forces armées, F.S.B. et M.N.R. de Paz Estenssoro, en réalité une dictature militaire fasciste avec la couverture civile de ces deux partis réactionnaires. Le fascisme aux dires du grand révolutionnaire, Georges Dimitrov "c'est la dictature terroriste déclarée des éléments les plus réactionnaires et chauvinistes du capital financier". Telle est la caractéristique de la dictature actuelle dirigée par Banzer. Suivant les leçons internationales du nazisme et du fascisme, comme celles du phalangisme espagnol, il déclencha la plus barbare et sanglante persécution de la classe ouvrière, paysans, étudiants, journalistes, instituteurs, salariés et religieux, prêtres et religieuses, introduisant comme méthodes de gouvernement, les tortures et le crime, assisté par des experts brésiliens qui servent d'agents des Etats Unis, en Amérique Latine.

Le gouvernement fasciste du FPN et la dictature militaire fasciste actuelle, représentants des grands propriétaires terriens, alliés naturels de l'impérialisme, de la grande bourgeoisie commerciale constituée en consortiums internationaux, de la bureaucratie qui a entre ses mains le contrôle des entreprises d'état, qui se trouve toujours liée à l'impérialisme, et de fractions de la débutante bourgeoisie nationale, dépendante de l'impérialisme, commença une politique d'abandon et de dénationalisation

///.

de l'économie Bolivienne ,de terrorisme implacable contre les masses populaires,réduisant le peuple à mourir de faim.Les preuves en sont les lois sur les investissements,sur les hydrocarbures,la " stabilisation avec développement",les hausses de prix successives,la dévaluation monétaire et pour conséquence, l'inflation et la hausse continuelle du coût de la vie, qui aggravent de plus en plus l'économie précaire des masses travailleuses principalement des paysans qui souffrent de la faim et la répression de tous les secteurs du peuple.

Devant la crise sans issue du FPN, Banzer et sa camarilla militaire ne virent aucune autre solution de la crise que le contrôle militaire total de l'Etat,suivant l'exemple de la dictature militaire chilienne dans tous ses procédés et tous ses schémas :suppression de tous les droits démocratiques,suppression de toutes les organisations syndicales,contrôle absolu de la presse et des radios,occupation militaire comme s'il s'agissait d'une guerre internationale dans laquelle la Bolivie aurait subi une défaite.Cela pour continuer à imposer une politique de répression et de misère pour les masses travailleuses; intervention dans les universités à travers un organe dénommé Conseil National de l'Education Supérieure et par la continuation de la corruption administrative,de l'infâme nepotisme du commerce et du gaspillage des ressources économiques produites par l'effort et le sacrifice des travailleurs;armement pour la répression et manipulation irresponsable du légitime élan patriotique de la revendication du droit à la mer.Et le plus grave ,la possibilité d'un conflit militaire international, en accord avec la stratégie américaine, entre la Bolivie, le Chili et le Pérou, dans lequel la Bolivie servirait de champ de bataille aux opérations militaires ,avec des risques graves de nouvelles mutilations.

Mais notre classe ouvrière ,paysans et étudiants Boliviens,développe une juste politique d'accumulation des forces de telle façon que l'intention de la dictature de rester au pouvoir jusqu'en 1980, par la violence des armes dépendra de notre activité,de notre capacité de mobilisation,d'organisation et de préparation des luttes révolutionnaires pour réussir à abattre la dictature et instaurer un gouvernement démocratico-populaire anti-impérialiste,sous la direction de la classe ouvrière,seul moyen de défendre l'intégrité territoriale menacée et pour lutter contre la pénétration "pacifique" du Brésil sur notre territoire,renforcé par les compromis économiques, financiers et politiques de la dictature
///.

///. militaire fasciste de Benzer. Seul un gouvernement populaire arrivera à rétablir les libertés et droits démocratiques et apportera un développement économique-social effectif indépendant, au service des masses populaires.

La tâche des communistes face à la situation actuelle, est signalée par la Circulaire Interne du Secrétariat National, elle précise : " Notre Parti, comme avant-garde de la classe ouvrière, des paysans pauvres et autres secteurs populaires, n'a et ne peut avoir une autre conduite et action qui ne soit l'affrontement total avec la dictature. A savoir combattre résolument le régime politique fasciste et ses laquais, et unir, organiser et préparer les masses à démasquer, affronter et abattre la dictature sur tous les fronts. Il n' y a aucune illusion à se faire sur les possibilités de changements dans la politique de la dictature. Elle est et sera, par essence, et par nature, l'ennemi juré du peuple.

ooooooooooooo

gorilismo es:



clausurar las universidades y encarcelar a los estudiantes.

LA DICTATURE DECRETERA LA DEVALUATION MONETAIRE

Ces derniers jours, le peuple a été durement frappé par l'augmentation incontrôlée des prix des articles de première nécessité et comme si cela ne suffisait pas, les commerçants qui ont beaucoup de nez, ont procédé au stockage des marchandises qu'ils considèrent comme " importantes " ou " stratégiques ".

Les maîtresses de maison qui sont de véritables économistes licenciées à l'école de la faim et de la misère, sont arrivées à détecter le danger qui se précise, parce que les ressources économiques rares et chaque fois dévalorisées un peu plus, n'arrivent même pas à couvrir la moitié du budget familial.

Parallèlement, le Ministre des Finances a signalé que les réserves monétaires en devises étrangères ont diminué de manière alarmante. C'est à dire qu'il est en train de se produire une véritable fuite de capitaux due au gaspillage qui existe à la Banque Centrale, où les acheteurs de dollars sont précisément les bourgeois, latifundistes, militaires, liés de manière viscérale au régime " officialiste ".

A ce sombre panorama, s'ajoute la déclaration du Ministre de Planification, Leghin Suarez qui affirme qu'actuellement la dette extérieure de la Bolivie s'élève à 1.200 millions de dollars avec la possibilité d'arriver à 2.000 millions de dollars.

Finalement, comme synthèse de cette tragédie nationale, produit de la politique anti-Bolivienne des gouvernements fascistes, il est évident que le prix de l'étain a baissé à 3,10 \$ la livre pure sur le marché international.

Tous ces éléments nous préviennent car ils forment l'échiquier de la dévaluation monétaire qui se précipite à pas de géant, malgré les démentis réitérés de la camarilla militaire.

La nouvelle " mesure économique " élaborée par les financiers du B.I.D. et du Fonds Monétaire International, sera un nouveau coup pour les estomacs mal nourris du peuple qui souffre au delà de toute expression. Nous, les travailleurs et révolutionnaires en général, ne devons pas permettre que le serpent du temps se morde lui-même la queue.

Si une nouvelle répression économique contre le peuple, comme ce fut le cas en octobre 1972, sous le slogan de " stabilisation monétaire " devait se reproduire, tout le peuple, uni autour de la glorieuse Centrale Ouvrière Bolivienne, doit répondre au fascisme et à ses décrets avec des mesures véritablement révolutionnaires et coordonnées au niveau national.

La consigne de l'heure: lutter pour l'augmentation générale des salaires, proposant des revendications d'ordre économique et social pour prendre de vitesse la dévaluation, qui viendra inévitablement .

ooooooooo0000ooooooooo

UNIS LUTTONS POUR LE RETABLISSEMENT DE LA LIBERTE SYNDICALE

Le mouvement ouvrier-syndical de notre pays a accumulé une grande expérience au cours des 4 dernières années. Et sa première leçon: avoir compris que les militaires sont, historiquement, les ennemis éternels de la classe ouvrière.

Ce n'est un secret pour personne que la lutte pour les revendications économiques et sociales et pour la légalité du mouvement ouvrier a coûté jusqu'à maintenant, beaucoup de sacrifices, aux travailleurs aussi bien à leurs dirigeants qu'aux bases syndicales.

C'est ainsi que des milliers de travailleurs de divers secteurs sont passés dans les prisons et les camps de concentration de la dictature militaire fasciste.

Avec la décapitation des syndicats et des organisations populaires, à la suite des décrets anti-ouvriers de novembre 1974 et l'implantation d'un syndicalisme dirigé, les entreprises privées et d'Etat ont relevé la tête, traitant de façon indigne les travailleurs, avec la complicité des tristement célèbres "coordinateurs" qui servent de proxénètes au "gorillisme".

Cette situation ne peut se prolonger indéfiniment. Aujourd'hui, se profile un progrès révolutionnaire des masses, qui, dans tout le pays, condamnent, sabotent et rejettent les mesures criminelles et anti-ouvrières des fascistes.

La croissance révolutionnaire des masses populaires est une réponse à la répression économique, politique et sociale déchaînée par le militarisme contre le peuple; mais cela ne suffit pas, il faut unir le peuple, le préparer à la lutte et développer combattivement ses actions tactiques afin de conquérir plus de revendications, qu'elles soient principales, secondaires ou transitoires.

Les travailleurs ont comme tâche importante, le devoir de lutter pour la restauration immédiate du syndicalisme de classe. Cette conquête, naturellement, ne sera pas le produit d'une concession gracieuse du gouvernement mais le résultat de l'application d'une ligne de conduite révolutionnaire, face au fascisme qui est l'ennemi.

La restitution de la légalité de fonctionnement des syndicats, doit s'exprimer dans des élections libres, sans pressions d'aucune sorte. C'est pourquoi, les travailleurs doivent mettre en pratique, grèves, blocus, et manifestations et exercer d'autres moyens de pression pour arracher des mains du Banzérisme cette revendication syndicale importante. Il faut exiger comme première condition, la liberté immédiate des dirigeants syndicaux emprisonnés, membres de la Centrale Ouvrière Bolivienne, unique commando syndical des exploités de Bolivie.

ooooooooo00000ooooooooo

"PAIX, ORDRE ET TRAVAIL" CLÔTURE INDEFINIE DES UNIVERSITES

La dictature militaire fasciste vient d'asséner un nouveau coup brutal à l'éducation en décidant la clôture illimitée de toutes les universités du pays. Cette mesure annoncée par le dénommé Conseil National de l'Education Supérieure, obéissant à des instructions directes du Ministère de l'Intérieur, est totalement rejetée.

La fermeture des universités coïncide avec les mesures répressives contre la classe ouvrière et les autres secteurs populaires, ce qui démontre avec clareté le sens politique de cette mesure. Les arguments "techniques" exprimés par les employés qui servent de recteurs et membres du CENES, tombent d'eux-mêmes, donc il est absurde de parler de réajustements quand ils ont manœuvré et manœuvrent les universités selon leur bon plaisir.

Tout comme l'ont dit les universitaires, la dictature essaie d'isoler le mouvement étudiant de l'action populaire qui surgira nécessairement. Malgré les déclarations répétées, tout le monde sait que la dictature est à la veille de décréter une dévaluation monétaire qui s'accompagnera de nouvelles mesures affectant directement l'économie populaire. Actuellement, on en sent déjà les effets avec l'augmentation incontrôlée du coût de la vie.

La disposition qui ferme les universités a déclenché de grandes manifestations publiques d'étudiants et de tous les secteurs de la population. Les milliers d'universitaires qui furent jetés à la rue, ont rejeté cette disposition, exprimant leur ferme détermination à lutter jusqu'à la réouverture des universités. Les villes de La Paz, Oruro, Cochabamba et autres, furent le théâtre de manifestations, violemment réprimées par la dictature.

L'Union des Fronts Universitaires Anti-impérialistes a émis une importante déclaration, dont la partie principale appelle tous les universitaires à se mobiliser de façon décidée et unitaire, et à réaliser des actions de type divers. L'UNFUA qui dénonce le caractère politico-répressif de la fermeture des universités, affirme que les universitaires doivent unir leur lutte à celle de tous les travailleurs pour faire échec à la politique de la dictature sur tous les fronts.

En réponse à la juste demande des universitaires, pour la réouverture des universités, la dictature a procédé à l'arrestation de dizaines d'universitaires dans tout le pays. Les locaux des maisons d'enseignement supérieur ont été pratiquement occupés par des piquets policiers qui empêchent l'entrée des étudiants et des professeurs. Malgré toutes ces mesures, les étudiants ont réaffirmé leur volonté de lutter jusqu'à obtenir leurs objectifs.

ooooooooo00000ooooooooo

QUE SE PASSE-T-IL AVEC LA FÉDÉRATION DE MINEURS

La direction de la Fédération des Mineurs, dirigée par Lopez, Salas, Pimentel, Vera, Crespo et Jara a abandonné, sur toute la ligne, les tâches que le mouvement ouvrier minier lui avait assigné lors de son dernier Congrès National.

L'une de ces tâches est de lutter de façon permanente pour le respect des organisations syndicales et de la C.O.B. qui est l'organisation principale où se cristallise la pensée des travailleurs Boliviens. Ce mandat n'a pas été mis en pratique.

De l'organisme combattif qu'elle fût dans le passé, la Fédération des Mineurs s'est convertie en une institution bureaucratique, conservatrice et pusillanime, qui loin de se placer à la tête du mouvement minier et du prolétariat en général, subordonne les aspirations et nécessités des travailleurs aux intérêts d'une camarilla.

Nous pouvons signaler une série d'actes anti-ouvriers dans lesquels les dirigeants de la Fédération sont impliqués, par exemple comme celui d'être restés silencieux devant l'emprisonnement de camarades dirigeants miniers et des membres de la Centrale Ouvrière Bolivienne, comme celui d'avoir organisé un "Comité de bases" qui se substitue aux dirigeants légitimes de la C.O.B. cherchant à diviser le mouvement ouvrier, dont les représentants se trouvent dans les prisons du fascisme et d'autres, persécutés et exilés comme le C. Juan Lechin Oquendo.

Cette conduite "jaune" sent la trahison. Que se passe-t-il avec les dirigeants de la Fédération des Mineurs ? Ont-ils peur de combattre le fascisme, il y a des tractations entre eux et le gorillisme ou ont-ils pris au sérieux le rôle humiliant de "coordinateurs" du fascisme oppresseur ?

Les membres de la Fédération des Mineurs doivent s'en expliquer devant les travailleurs. Néanmoins, les héroïques mineurs de base doivent continuer à lutter contre le gorillisme, pour de meilleurs salaires et pour la liberté de leurs camarades prisonniers et des dirigeants de la C.O.B.
oo

TABLEAU D'HONNEUR DE LA CLASSE OUVRIERE

En publiant notre dernier numéro, le Tableau d'Honneur de la Classe Ouvrière, nous avons par erreur involontaire, omis le nom du vaillant dirigeant minier de Siglo XX, le camarade F E L I X M U R U C H I P O M A qui se trouve emprisonné avec les dirigeants de la Centrale Ouvrière Bolivienne. Le jeune dirigeant syndical, par ses mérites, occupe une place remarquable, dans le Tableau d' Honneur de la Classe Ouvrière .

LA C.O.B. DENONCE : L'AMNISTIE EST FAUSSE ET HYPOCRITE

Le Comité Exécutif de la Centrale Ouvrière Bolivienne quant à l'annistie décidée par la dictature militaire, **DECLARE ET DENONCE :**

"Faisant partie des actes hypocrites préparés à l'occasion du 150° anniversaire, la dictature a décrété une amnistie, qui, par son contenu et son but, signifie non seulement une offense aux sentiments démocratiques du peuple Bolivien mais une gifle aux idéaux de liberté et de justice proclamés par les héros qui luttèrent pour notre indépendance et montre son mépris de l'opinion mondiale."

"Le Comité Exécutif de la C.O.B. se basant sur des faits irréfutables, dénonce que la dénommée "amnistie" du 150° anniversaire ne touche aucun prisonnier politique ou syndical dont le peuple réclame la liberté. Les uniques "bénéficiaires" de cette mesure, furent des délinquants de droit commun; 10 membres d'une coopérative qui furent arrêtés arbitrairement pour des raisons ni politiques ni syndicales, 6 personnes libérées il y a plus de deux mois et les 10 autres sont en majorité des personnes inconnues dont les noms ne figurent pas sur la liste des prisonniers politiques et syndicaux présentée officiellement par la Croix Rouge Bolivienne.

"AUCUN DIRIGEANT SYNDICAL ARRETE A ORURO N'A ETE LIBERE, au contraire, le Ministre de l'Intérieur, montrant sa haine pour les travailleurs, a ordonné que 19 d'entre eux soient transférés au "Panoptico National" où ils sont maintenus au secret et occupent les cellules laissées vacantes par des délinquants de droit commun, "bénéficiaires" des nobles sentiments chrétiens de Banzer et de sa camarilla militaire.

"Devant l'attitude de toute puissance de la dictature militaire qui refuse de mettre en liberté les camarades dirigeants syndicaux pour lesquels aucune preuve d'activité "subversive" n'a été apportée, le Comité Exécutif de la C.O.B. décide que toutes ses organisations affiliées intensifient, le plus possible, leurs actions en vue d'obtenir la liberté de tous nos camarades arrêtés et d'imposer à la dictature militaire l'AMNISTIE GENERALE ET SANS RESTRICTIONS. Nous, les travailleurs, ne pouvons pas permettre qu'une camarilla en uniforme, sans le moindre droit et légalité, dispose de la liberté des Boliviens comme à l'époque de l'Allemagne nazie.

"Le Comité Exécutif de la C.O.B. remercie toutes les organisations qui se sont solidarisées avec notre juste cause et leur lance un appel fervent pour qu'elles adoptent des nouvelles et plus larges mesures en faveur de la liberté de tous les prisonniers syndicaux et politiques".

UNIS, LUTTONS POUR OBTENIR L'AMNISTIE GENERALE ET SANS RESTRICTIONS!

ooooooooooooo

LES DEUX FACES

LE PEUPLE REJETTE LE FASCISME CRIMINEL



*Suivant les directives de la COB, le peuple et spécialement les travailleurs ont rejeté la dictature. Un communiqué spécial de la COB affirme: "Avec grand honneur nous pouvons dire au monde entier QU' AUCUN TRAVAILLEUR BOLIVIEN N'A PARTICIPE AUX CEREMONIES QUE LA DICTATURE A HYPOCRITEMENT ORGANISE A L'OCCASION DU 150° ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA REPUBLIQUE."

*Dans le glorieux centre minier de Siglo XX, la population en général a rejeté la dictature et a organisé des cérémonies en hommage aux héros nationaux. Une grève de 24h. a été observée et le drapeau national, mis en berne en signe de deuil. Dans une grande manifestation, les travailleurs ont réaffirmé leur volonté de lutter pour la libération nationale pour laquelle des centaines de milliers de travailleurs ont donné leur vie. Des cérémonies semblables ont été réalisées dans les autres centres miniers.

*A Sucre, ville occupée virtuellement par les forces répressives, le peuple a montré son dégoût des gorilles, par des manifestations éclairs, des tracts et des inscriptions murales, qui ont violé la mémoire de nos héros qui luttèrent pour des principes qui sont maintenant foulés aux pieds, par la camarilla fasciste. Bien qu'ils aient fermé les universités quelques jours avant le 6 Août, des milliers d'universitaires de tout le pays, ont manifesté contre la dictature. A Cochabamba, ils ont même pu s'exprimer sur la Place principale.

*A aucun travailleur de La Paz n'a participé au "défilé". Seuls, y ont assisté les fonctionnaires, victimes des gouvernements qui se relaient.

LE PEUPLE REPUDIE AINSI LE FASCISME.

DU 150^E ANNIVERSAIRE

LE FASCISME GASPILLE L'ARGENT DU PEUPLE

*Profitant du 150^e anniversaire, la camarilla fasciste a dépensé des sommes énormes, produit de l'effort des travailleurs. Elle a mis en marche l'appareil répressif le plus grand de notre histoire, essayant d'éviter que le peuple repousse le fascisme.

*Des centaines de paysans ont été emmenés à Sucre, de force; on leur a donné 100P.B. par jour, cette "manifestation spontanée" des paysans a coûté 2 millions de pesos. *Avec un mois d'avance, on a mobilisé dans la capitale, 1000 agents de police, du DOP, carabiniers et police de la route, tous équipés de façon ultramoderne pour la répression. Un hélicoptère a même survolé jour et nuit la ville tant que Banzer et sa camarilla restèrent à Sucre. Cette mobilisation a coûté 3 millions de pesos.

*Le banquet officiel de Sucre, où les militaires exhibaient les décorations reçues pour avoir massacré le peuple, coûta 1/2 million de pesos. En plus, pendant le 150^e anniversaire, 27 banquets eurent lieu à La Paz et à Sucre qui coûtèrent 5 millions de pesos.

*Le Ministère des Affaires Etrangères a dépensé 10 millions de pesos en billets, logement et autres "cadeaux" pour les délégations, venues rendre hommage à Banzer.

*La parade militaire faite à La Paz à laquelle participèrent 10.000 soldats a coûté 2 millions de pesos.

*Les programmes édités par la Préfecture de La Paz, ont coûté, seuls, 300.000 pesos. Il y avait même la photographie de l'épouse du préfet !!!!

LA DICTATURE A DEPENSE BEAUCOUP PLUS D'ARGENT, ENCORE .





JEUNESSE EN MARCHÉ

LA BOURGEOISIE ET SES AGENTS CHERCHENT A DESORIENTER ET A DIVISER LA JEUNESSE

Au début des années 60, dans le monde capitaliste, la jeunesse a beaucoup amélioré sa lutte. Ceci est en relation avec l'opposition de plus en plus forte de la bourgeoisie et à l'action révolutionnaire de la jeunesse qui se lève contre l'exploitation et la politique agressive de l'impérialisme.

La lutte politique croissante de la jeunesse à l'échelle mondiale a obligé la bourgeoisie à mettre en action contre la jeune génération, son arme principale, l'agression idéologique. Celle-ci poursuit deux objectifs: 1°) propager, à travers la démagogie sociale, dans les masses de la jeunesse, l'indifférence aux problèmes sociaux et politiques afin de la soustraire à la lutte révolutionnaire et 2°) semer LA CONFUSION IDEOLOGIQUE et éviter, de cette manière que l'opposition de la jeunesse, contre le système capitaliste ne revête un caractère politique, lié à la lutte dirigée par le prolétariat et son avant-garde organisée.

La démagogie sociale de la bourgeoisie est dirigée contre la jeune génération et pour cela utilise tous les moyens comme la littérature et l'art décadents, les films, la radio et la télévision, jusqu'à la propagande tapageuse des "marchandises" selon laquelle ils prétendent faire croire que le capitalisme est devenu "un capitalisme populaire".

Sur le terrain politique, ils essayent de désorienter et de diviser la jeunesse en semant le CHAOS IDEOLOGIQUE ET L'ANARCHISME POLITIQUE. La bourgeoisie soutient, et finance souvent la propagation d'une quantité de courants politiques au sein du mouvement de la jeunesse.

L'un d'entre eux, est la tendance trotskiste qui agit dans le mouvement étudiant et qui considère les intellectuels et les étudiants, comme noyau dirigeant du mouvement révolutionnaire des masses, et en plus, proclame la grève générale comme seul moyen de faire la révolution, rejetant les formes supérieures de la lutte révolutionnaire.

De leur côté, les anarchistes nient la nécessité d'un Parti d'avant-garde dans l'étape révolutionnaire et s'opposent à la dictature dans la construction du socialisme. De plus, ils donnent des consignes pour freiner le mouvement révolutionnaire des masses.

Voir P.14

LES TACHES DU PARTI: LIGNE DE MASSES

Le point de vue sur le rôle que les masses populaires jouent dans l'histoire constitue la pierre angulaire de la conception et de la pratique marxiste-léniniste qui, en plus d'en être le guide, définit notre activité révolutionnaire dans cette étape de grands virages de l'histoire nationale.

Comme fidèle détenteur du marxisme-léninisme-pensée Mao Tsé Tung notre Parti se différencie diamétralement des autres groupes dogmatiques et pseudo-révolutionnaires quant à l'interprétation et l'application de la ligne de masses.

Toute notre ligne de masses est résumée dans le sage axiome du camarade Mao Tsé Tung: "nous devons être comme un poisson dans l'eau des masses". Cela veut dire en politique que notre Parti, comme chef politique comme forme supérieure d'organisation du prolétariat, est enraciné au coeur même des masses populaires, qu'elles soient ouvrières, paysannes ou intellectuelles, etc. C'est à dire que notre Parti, grâce à ses liens étroits avec les masses arrive à avoir un caractère de masse, non seulement par sa forme, mais essentiellement par son contenu.

Ce n'est pas la classe dans sa totalité qui rentre au Parti mais le Parti entre dans la classe pour l'unir, l'organiser et la mobiliser dans la lutte pour la prise du pouvoir politique de l'Etat. Pour parler avec plus de clareté, nous pouvons dire que le Parti doit se constituer au sein des masses, en prêtant plus d'attention à la qualité qu'à la quantité; nous ne devons pas perdre vue que le Parti est le condensé du meilleur de la classe avancée mais cette organisation sélectionnée n'est pas une aristocratie éloignée des masses mais le moteur et le centre nerveux qui engendre la lutte de celles-ci.

L'organisation marxiste-léniniste se consolide quand elle est en contact direct avec les masses et se justifie comme avant-garde, quand elle a la capacité réelle de diriger le peuple, sans espérer que tout le peuple soit nécessairement militant du Parti, mais plutôt qu'il marche avec l'avant-garde influencée par la ligne politique juste.

Un autre aspect important est de savoir comprendre le développement inégal des masses, en ce qui concerne leur conscience et leur organisation. Pour construire le Parti, nous devons savoir distinguer correctement le principal du secondaire, concentrant plus d'efforts sur le premier.

Finalement, l'autre caractéristique de la ligne de masses du Parti doit s'exprimer par notre pleine et absolue loyauté révolutionnaire aux intérêts permanents et généraux des grandes masses populaires.

///.



CONTRE LE
LIBERALISME

MARXISME-LÉNINISME-PENSÉE MAO TSE TUNG

Nous sommes pour la lutte idéologique active, car elle est l'arme grâce à laquelle on réussit l'unité interne du Parti et d'autres collectivités révolutionnaires, au bénéfice du combat. Tous les communistes et révolutionnaires doivent empoigner cette arme.

Mais le libéralisme rejette la lutte idéologique et propose une paix sans principes, donnant naissance à un style décadent et vulgaire, qui conduit certaines organisations et membres du Parti et d'autres collectivités révolutionnaires, à la dégénérescence politique.

Le libéralisme se manifeste sous différentes formes:

Si l'on sait qu'une personne est dans l'erreur, ne pas avoir une discussion de principe avec elle et laisser passer les choses pour préserver la paix et l'amitié, parce qu'il s'agit de quelqu'un de connu, compatriote, condisciple, ami intime, être cher, vieux collègue ou vieux subordonné. Ou bien, chercher à se maintenir en bons termes avec cette personne, effleurant à peine le sujet au lieu d'aller jusqu'au bout. Ainsi, la collectivité comme individu, subit un préjudice. C'est le premier type de libéralisme.

Faire des critiques irresponsables en privé, au lieu de poser activement des suggestions à l'organisation. Ne rien dire aux autres en leur présence, mais agir par plaisanteries derrière leur dos, se taire dans les réunions et murmurer après. Considérer comme n'ayant pas d'importance, les principes de la vie collective et se laisser emporter par ses inclinations personnelles. C'est le second type.

Laisser passer les choses quand elles ne vous affectent pas personnellement, dire le moins possible, même si on a conscience que quelque chose est incorrect. Être habile à rester couvert et se préoccuper uniquement d'éviter les reproches. C'est le 3ème type.

Désobéir aux ordres et placer ses opinions personnelles en premier lieu, exiger des considérations spéciales de l'organisation, mais rejeter sa discipline. C'est le 4ème type.

Se livrer à des attaques personnelles, faire des histoires, faire ressortir des rancœurs personnelles, chercher la vengeance au lieu de débattre les points de vue erronés et lutter contre eux pour le bien de l'unité, le progrès et la bonne réalisation du travail. C'est le cinquième type.

///.

Ecouter des opinions incorrectes et ne pas les réfuter et même écouter des expressions contre-révolutionnaires et ne rien dire sur elles, les prenant comme si rien ne s'était passé .C'est le sixième type.

Se trouvant parmi les masses, ne faire ni propagande, ni agitation, ne pas parler dans les réunions, ne pas se renseigner, ni poser des questions mais rester indifférent à celles-ci sans montrer la moindre préoccupation pour son bien-être, oubliant que l'on est communiste et se comporter comme n'importe qui. C'est le septième type.

Ne pas s'indigner en voyant quelqu'un porter préjudice aux intérêts des masses, ne pas le dissuader, ne pas empêcher son action, ne pas raisonner avec lui, mais le laisser faire. C'est le huitième type.

Travailler sans attention, sans plan, ni orientation définis, remplir simplement les formalités et passer ses jours à végéter: "Tant que je serai moine, je sonnerai la cloche ". C'est le neuvième type.

Considérer qu'on a rendu de grands services à la Révolution et se donner des airs de vétéran, dédaigner les petites tâches mais n'être pas à la hauteur des grandes, être négligeant dans le travail et mou dans l'étré. C'est le dixième type.

Avoir conscience de ses propres moyens, mais ne pas essayer de les corriger, prenant une attitude libérale pour soi-même. C'est le onzième type .

On pourrait citer encore d'autres types mais les onze décrits sont les principaux. Tous sont des manifestations du libéralisme. Dans une collectivité révolutionnaire, le libéralisme est extrêmement préjudiciable.

C'est une sorte de corrosif qui défait l'unité, affaiblit la cohésion, cause l'apatie et crée des dissensions. Il prive les réseaux révolutionnaires de leur organisation compacte et de leur discipline stricte, il empêche l'application claire de la politique et éloigne les organisations du Parti des masses qu'il dirige . Il s'agit d'une tendance extrêmement pernicieuse.

Le libéralisme vient de l'égoïsme de la petite bourgeoisie; celle-ci place les intérêts personnels en premier plan et relègue les intérêts de la Révolution au second plan, engendrant ainsi le libéralisme sur les plans idéologique, politique et organisationnel.

Les tenants du libéralisme considèrent les principes du marxisme comme des dogmes abstraits. Ils approuvent le marxisme mais ne sont pas disposés à le pratiquer, ou à le pratiquer clairement; ils ne sont pas disposés à substituer leur libéralisme par le marxisme. Ils ont leur marxisme et leur libéralisme aussi: ils parlent de marxisme mais pratiquent le libéralisme; le marxisme est pour les autres et le libéralisme pour eux-mêmes. Ils emportent les deux dans leurs bagages et trouvent une application pour l'un et l'autre. C'est comme ça que fonctionne le cerveau de certaines personnes.

Le libéralisme constitue une manifestation d'opportunisme et

///.

CHILI

SOLIDARITE MILITANTE AVEC LE PEUPLE CHILIEN ET UNE GRANDE LECON QUE NOUS DEVONS APPRENDRE

Voilà deux ans, le 11 Septembre que s'est instaurée, au Chili, la dictature fasciste de Pinochet après un coup d'état financé et dirigé par la " Central Intelligence Agency"(C.I.A.). En conséquence, le peuple Chilien subit la plus brutale et criminelle répression. Des milliers d'hommes et de femmes et d'enfants ont été assassinés. Plus de 40.000 personnes sont passées dans les prisons, 5.000 d'entre elles restent encore dans de terribles camps de concentration; la faim et la misère atteignent des niveaux indescriptibles. Au Chili, la terreur et la faim règnent comme symboles du fascisme, comme cela se passe dans notre pays où Banzer et sa camarilla sont devenus de fidèles disciples de Pinochet.

Nous, les communistes Boliviens, avec notre peuple, rendons publiquement hommage à la mémoire du Président Salvador Allende qui a été vilement assassiné à son poste. Salvador Allende fut un grand démocrate et un grand patriote qui offrit sa vie pour la libération de son peuple, sa mort est le résultat de l'action criminelle du fascisme et de la conduite traîtresse du révisionnisme.

En condamnant le régime fasciste de Pinochet et en réaffirmant notre solidarité militante avec l'héroïque peuple Chilien, nous considérons comme le devoir de tout révolutionnaire et particulièrement latino-américain, de tirer les conclusions et enseignements nécessaires de ce qui s'est passé au Chili, pendant le gouvernement de l'Unité Populaire et surtout des causes qui facilitèrent l'avènement du fascisme. Le refuser serait tomber dans les gauches manoeuvres du révisionnisme à l'échelle mondiale qui cherche à cacher sa responsabilité sous le rideau d'une fausse solidarité, omettant toute analyse du passé. Ce qui importe aux peuples, c'est de distinguer ce qui est correct de ce qui ne l'est pas afin de trouver le juste chemin qui le conduise à une lutte victorieuse contre ses ennemis intérieurs et extérieurs.

Le gouvernement de l'Unité Populaire, résultat d'élections à l'intérieur du cadre d'un régime parlementaire-bourgeois, fut un gouvernement dirigé par le Parti Communiste du Chili, caractérisé par sa soumission absolue aux diktats du révisionnisme soviétique, son action et son orientation correspondait au réformisme bourgeois, en totale opposition à toute conception révolutionnaire affirmée par le marxisme-léninisme. Cela imposa au Chili, la ligne traîtresse de la voie pacifique, créant de fausses illusions sur les possibilités d'arracher le pouvoir politique et militaire aux classes exploitantes, par la voie parlementaire, critiquant et combattant la voie armée.

L'expérience mondiale accumulée par tous les peuples qui ont

///.

obtenu leur libération, prouve que l'on ne peut pas détruire le pouvoir des exploités par une autre voie que la violence révolutionnaire, comme réponse à la violence contre-révolutionnaire. Pour arriver au pouvoir populaire, il faut détruire la machinerie répressive de la réaction et constituer les forces armées du peuple. Tant que les réactionnaires conserveront leur armée répressive, le peuple n'obtiendra pas sa libération et sera toujours exposé à être violemment réprimé. Qui parle de lutter pour le Pouvoir Populaire devra ^{passer} nécessairement à ce qu'affirme le c. Mao Tsé Tung: "le Pouvoir naît du fusil".

Dès que les révisionnistes furent au pouvoir, ils se consacrèrent à créer une fausse image de la nature criminelle et répressive de l'armée Chilienne; ils combattirent ouvertement toute possibilité d'armement du peuple et créèrent ainsi les prémisses fondamentales pour le succès du coup d'état, préparé ouvertement par les fascistes.

Le principal idéologue du révisionnisme Chilien Volodia Teitelboin en arriva au point d'affirmer publiquement que "l'armée Chilienne est une armée constitutionnaliste qui ne s'opposera jamais à la volonté démocratique du peuple Chilien". Les révisionnistes Chiliens donnèrent ^{leur} appui parlementaire à l'approbation de la "loi de contrôle des armes" donnant faculté aux militaires pour rechercher toutes les armes. Cette loi a été utilisée pour désarmer le peuple, pendant qu'elle permettait l'action ouverte des groupes fascistes "Paix et Liberté". Il est bon aussi de se souvenir que pendant le gouvernement de l'Unité Populaire, grâce au Sous Secrétaire à l'Intérieur, Daniel Vergara, membre du C.C. du P.C. Chilien, il y avait plus de prisonniers politiques de gauche que de conspirateurs de droite.

Le coup d'état se produisit dans ces circonstances qui trouvèrent le peuple Chilien désarmé idéologiquement et militairement, grâce au révisionnisme traître, proie facile des fascistes qui massacrèrent des milliers d'ouvriers, de paysans, d'étudiants et gens du peuple.

Tandis que cela se passait, les "chefs" du révisionnisme se réfugiaient dans les ambassades, ou se livraient aux militaires comme Corvalan, qui, quelques jours auparavant, vociférait: "nous, les communistes, sommes préparés à affronter la réaction sur tous les terrains". Volodia Teitelboin, un mois avant, était déjà bien protégé en URSS.

Le Chili est l'exemple le plus récent de l'échec complet de la voie pacifique et de la trahison des communistes. Après cette dure expérience, nous sommes sûrs que le grand peuple Chilien, tirant des forces de son esprit révolutionnaire infatigable, saura développer une lutte victorieuse contre les fascistes, guidée par les drapeaux justes et invincibles du marxisme-léninisme. Le peuple Chilien vaincra, le fascisme et le révisionnisme seront écrasés implacablement.

ooooooooo00000ooooooooo

